



Les heurts continuent en Turquie, Erdogan qualifie les manifestants d' »extrémistes »

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 05 juin 2013

WSWS.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Des dizaines de milliers de manifestants ont envahi à nouveau la Place Taksim dans le centre d'Istanbul, dans la nuit de lundi, les manifestations qui ont commencé contre les projets du gouvernement de raser l'un des rares parcs de la ville et d'ériger un centre commercial entrent maintenant dans leur deuxième semaine.

Des milliers de gens ont également manifesté dans la capitale turque d'Ankara. Dans chaque ville, les manifestants ont été confrontés à des tirs de barrages intenses de gaz lacrymogènes et à des charges de la police anti-émeute.

Ce qui avait commencé par quelques dizaines de manifestants pour la qualité de vie à la fin du mois dernier a maintenant attiré des milliers de gens dans les rues du pays face à une répression violente des forces de sécurité turques.

Apparemment indifférent à cette confrontation qui dure, le Premier ministre Turc Recep Tayyip Erdogan a commencé une tournée de quatre jours en Afrique du Nord lundi par une conférence de presse au Maroc. « La situation est bien plus calme maintenant et la raison semble prévaloir. » a-t-il affirmé. « Je pense que les choses vont revenir à la normale. Ces manifestations n'ont pas lieu dans toute la Turquie, seulement dans quelques grandes villes. »

Le premier décès confirmé au cours des manifestations a été relevé lundi. Mehmet Ayvalitaş, 20 ans et membre de la Plateforme pour la solidarité socialiste (SODAP), a été écrasé et tué par une voiture alors qu'il participait à une manifestation dans le quartier ouvrier 1Mayis à Ümraniye (Istanbul). Certains reportages indiquent qu'il aurait été délibérément visé par un partisan du gouvernement de droite.

En réaction au meurtre, le syndicat des médecins turcs (TTB) a publié une déclaration lundi demandant la fin de la répression policière et la libération de tous ceux qui ont été emprisonnés par le gouvernement. Ils accusent également Erdogan d'avoir créé une atmosphère d'intimidation et de violence par ses menaces de lancer les partisans de son parti islamiste contre les manifestants.

Au moins cinq autres manifestants blessés seraient dans un état critique, leur vie étant menacée. L'un d'eux, Ethem Sarisuluk, a reçu une balle dans la tête. D'après une organisation turque de défense des droits de l'Homme, les docteurs l'ont déclaré en état de mort cérébrale.

Lundi matin, le syndicat des médecins dénombrait 1480 personnes blessées à Istanbul, 414 à Ankara, et 420 de plus dans la ville côtière d'Izmir. Izmir a été le théâtre de l'une des plus grandes manifestations dimanche et a vu certaines des confrontations les plus intenses, les manifestants mettant le feu aux bureaux du Parti de la Justice et du développement (AKP) au pouvoir, et se faisant agresser par des groupes de voyous pro-gouvernement armés de bâtons cloutés.

En dépit de l'opinion optimiste du Premier ministre sur les événements, d'après son propre ministre de l'Intérieur, Muammer Guler, il y a déjà eu suivant un décompte du lundi matin, 235 manifestations différentes dans 67 villes de Turquie. Guler a également fait savoir que 1730 personnes avaient été arrêtées durant les manifestations de dimanche soir.

Ceci pourrait être largement sous-estimé. Un membre de l'opposition turque au Parlement, Aylin Nazliak, a fait savoir qu'elle avait vu plus de 1500 personnes en détention dans la nuit de dimanche rien qu'à Ankara, et d'autres bus de prisonniers étaient encore en chemin.

La police dans la capitale turque a fait des raids dans les centres commerciaux où les manifestants s'étaient réfugiés et embarquait tout le monde, y compris les passants. « Il y avait environ 1500 personnes en détention, » a-t-elle déclaré au *Hürriyet Daily News*. « Pendant que nous y étions [au commissariat], neuf autres bus sont arrivés. »

Elle a dit que ceux qui étaient détenus étaient frappés avec des matraques et bousculés pour être chargés dans les bus. Beaucoup d'entre eux saignaient à cause des menottes en plastique trop serrées autour de leurs poignets. Une fois en détention, ils se sont vus refuser le droit à un avocat, ont été photographiés, leurs téléphones portables ont été confisqués et ils ont été incités à signer des déclarations reconnaissant qu'ils avaient été arrêtés alors qu'ils enfreignaient la loi.

Avant de partir pour sa tournée du Maghreb, Erdogan a publié une déclaration dans laquelle il lançait l'accusation éculée de tous les autocrates assiégés selon laquelle ceux qui avaient participé aux manifestations feraient partie d'une « frange extrémiste, » et que ses agences de renseignement enquêtaient sur des « liens avec l'étranger » non-spécifiés. Il est allé jusqu'à dénoncer Twitter comme une source de « mensonges » et à déclarer que tous les médias sociaux sont « la pire menace de la société. »

Erdogan a également essayé de présenter les manifestations massives comme l'œuvre du parti CHP, Parti républicain du peuple, de l'opposition, qui refuserait d'accepter sa défaite aux élections. Ce n'est pas sérieux ; le CHP kémaliste s'est révélé incapable de mobiliser une opposition de masse au gouvernement Erdogan et est largement discrédité en raison de ses liens historiques avec l'armée et l'élite laïque du pays. Quand le chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, a tenté de prendre la parole devant les manifestants, ils ont noyé son discours dans leurs chants.

Ce qui sous-tend l'éclatement de ces manifestations de masse qui avaient démarré par les projets de détruire le parc Gezi, c'est une colère populaire profondément ancrée contre un gouvernement de plus en plus autocratique qui gouverne dans l'intérêt d'une couche de capitalistes avec laquelle ils ont des liens personnels et qui constitue sa véritable base sociale, tout en tentant de maintenir une base populaire en séduisant des sections plus faibles de la population par leurs politiques sociales s'inspirant de la charité islamique.

Le projet de raser le parc Gezi et de construire un centre commercial n'est que l'un des

nombreux grands projets de « rénovation urbaine » développés à l'abri des regards par le gouvernement. Ceux qui en bénéficient directement sont des capitalistes politiquement liés au parti – dont le beau-fils d'Erdogan, qui est le propriétaire d'une grande entreprise de développement urbain, ou le maire d'Istanbul, qui est propriétaire d'une chaîne de magasins qui devrait profiter largement de la transformation de ce parc en centre commercial.

Avec un autre de ses grands projets de construction, la construction d'un troisième pont au-dessus du Bosphore, Erdogan et son AKP ont réussi à la fois à enrichir leurs amis capitalistes et à enflammer les tensions sectaires. Ils veulent lui donner le nom d'un sultan Ottoman du 16^e siècle resté célèbre pour avoir massacré des dizaines de milliers d'Alévites, des croyants d'une branche de l'Islam Chiite qui sont aujourd'hui la plus grande minorité religieuse du pays.

L'introduction continuelle de politiques s'appuyant sur la religion en Turquie, qui est formellement un état laïc, a mécontenté une grande partie de la population, dont des minorités comme les Alévites ou les Kurdes, ainsi qu'une grande partie des Turcs laïcs. Parmi ces politiques, il y a l'imposition d'une restriction sur la consommation et la vente d'alcool et un projet d'interdire l'avortement.

Un autre élément très impopulaire est le soutien accordé par le gouvernement Erdogan aux soi-disants rebelles en Syrie, avec des armes, de l'argent et des moyens logistiques ainsi que son alignement sur la politique étrangère des États-Unis comme allié de l'OTAN.

Le gouvernement Obama a traité la répression en Turquie avec une grande douceur. Le porte-parole de la Maison blanche, Jay Carney a déclaré lors d'une conférence de presse que « la Turquie est un allié très important. » Faisant référence à la violence d'état massive en Turquie, il a commenté, « Toutes les démocraties ont des problèmes qu'elles doivent travailler à résoudre. »

Au cœur de ces grandes manifestations, il y a la question de l'inégalité sociale profondément ressentie par des sections de la jeunesse urbaine des classes moyennes, qui constituent une bonne partie des manifestants, et la classe ouvrière. Les programmes de « rénovation urbaine » d'Erdogan ont été menés pour bénéficier aux riches avec des zones résidentielles et des commerces de luxe, tout en évacuant les pauvres et la classe ouvrière du centre d'Istanbul.

Pendant ce temps, le prétendu « miracle » turc, présenté comme une preuve de l'efficacité des politiques économiques néo-libérales et un modèle à suivre pour le Moyen-Orient, est tombé en panne. La croissance du PIB est tombée de 9 pour cent il y a trois ans à pratiquement rien aujourd'hui. En même temps, il y a eu une réduction de 5 pour cent des emplois dans l'économie officielle, traduisant les pertes d'emplois massives dans l'industrie et les services publics.

L'éclatement spontané de troubles dans toute la Turquie reflète le fait que ceux qui sont opposés à la politique du gouvernement ne peuvent trouver aucun moyen efficace de mener une lutte politique contre lui dans le cadre de la politique officielle, ni d'ailleurs dans le mouvement syndical.

L'une des fédérations syndicales représentant les travailleurs du secteur public a appelé à une grève de deux jours commençant le 4 juin contre la « terreur d'état » du gouvernement Erdogan. L'on s'attend à ce que l'arrêt de travail des 240 000 membres de la Confédération

des syndicats des travailleurs du public (KESK) ferme les écoles, les universités, et des bureaux publics dans tout le pays.

Plus tôt, la Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie (DISK) a appelé ses membres à rejoindre les manifestations, mais n'a annoncé aucune action syndicale indépendante.

Bill Van Auken

Article original, [WSWS](#), paru le 4 juin 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : **[Bill Van Auken](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca